

Et si le malaise actuel et la fronde sociale révélaient la peur
du démantèlement de l'Etat-providence et la faillite des élites ?

Une révolution masquée

par Willy Pelletier

Sociologue à l'université de Picardie, coordinateur général de la fondation Copemic, Willy Pelletier a publié avec Claire Le Strat « la Canonisation libérale de Tocqueville » (Syllepse). Il vient de codiriger avec Laurent Bonelli « l'État démantelé. Enquête sur une contre-révolution silencieuse » (La Découverte-« le Monde diplomatique »).

Le Nouvel Observateur. – *Nous vivons une crise sociale originale. Dans votre dernier livre, vous l'annoncez en l'expliquant par le démantèlement délibéré de l'Etat-providence.*

Willy Pelletier. – Ce qui caractérise ce mouvement, c'est son aspect protéiforme. Chaque catégorie sociale vit la crise différemment et se retrouve sur la question des retraites, même les plus jeunes, car le débat sur l'âge légal cristallise l'inquiétude de tous par rapport à l'emploi. Tous vivent la précarisation du travail, qu'ils soient lycéens, fonctionnaires ou ouvriers, et tous vivent d'une manière ou d'une autre les effets de l'affaiblissement généralisé de l'État. Moins de protection signifie automatiquement plus d'angoisse. C'est ce malaise social qui s'exprime dans les manifestations, et le président de la République est le symbole de cette perte de repères. S'il y a bien une politique dont il est responsable aux yeux de l'opinion, c'est ce démantèlement inexorable de l'Etat.

N. O. – *Votre livre tente d'éclairer de manière rigoureuse la stratégie des néolibéraux pour mettre en place un « Etat moderne ».*

W Pelletier. – Oui, ce qui n'est pas facile car les néolibéraux avancent masqués. Le président de la République actuel en est leur meilleur représentant. Leur discours qui tourne autour du thème « moins d'Etat pour mieux d'Etat » dissimule un projet que nous aurions pu appeler « l'Etat ferme », au sens où l'Etat ferme boutique, mais aussi au sens où l'Etat devient plus ferme, où il s'oriente vers une caporalisation de l'action publique. C'est exactement ce que fait ce gouvernement. Quelques jours après l'élection de Nicolas Sarkozy, on a lancé une révolution silencieuse visant à démanteler l'Etat à travers les politiques de Révision générale des Politiques publiques, les fameuses RGPP. Elles s'appliquent à toutes les strates des services publics et représentent un changement brutal, historique, qui vise à transformer un Etat-providence en « Etat manager ». Cela passe par des coupes sombres, bien sûr, mais surtout par un changement radical des comportements des fonctionnaires et de la notion même d'intérêt général

Les exemples pour illustrer cette politique sont nombreux : la nomination de préfets venant de la police, celle des préfets sanitaires dans le milieu hospitalier, recrutés sur CV par le pouvoir, qui n'ont aucune compétence médicale, mais qui doivent faire du chiffre. Cette politique précipitée n'est brouillonne qu'en apparence.

N. O. – *Nicolas Sarkozy semble pourtant hésiter encore à l'appliquer officiellement. Il y a eu le discours de Toulon sur la régulation, le retour à un Etat plus dirigiste...*

W. Pelletier. – Il y a des gesticulations ponctuelles, destinées à tromper l'opinion. Si l'on regarde de plus près, ce sont des leurres. Derrière les effets de manches et d'estrade du sarkozysme, que voyons-nous ? Une volonté organisée, systématique de paupériser l'Etat, en pratiquant la politique de la caisse vide. Nous venons de vivre un formidable paradoxe : avec la crise, l'Etat sauve- les banques en s'endettant lui-même ; Sarkozy sauve ses amis du Fougues, sans la moindre contrepartie, à l'inverse des Etats-Unis, et augmente ainsi la dette publique. Et ce sont ces mêmes rescapés du système financier qui hurlent contre l'Etat gaspilleur ! En fait, cette politique d'émiettement de l'État est menée au pas de charge dans tous les domaines. Ecole, armée, police, hôpital, justice, Pôle Emploi, cette politique des RGPP est appliquée féroce. Le gouvernement met en pratique la philosophie de Milton Friedman et provoque de vraies souffrances dans la fonction publique. Les fonctionnaires habités d'une certaine idée de l'intérêt général ne s'y retrouvent plus. La notion de service disparaît au profit de la performance. Cette révolution-là se fait sans qu'on le dise.

N. O. – *Cette stratégie de démantèlement de l'Etat n'est-elle qu'une manière de s'adapter aux normes européennes ?*

W. Pelletier. – Le danger est que cet Etat réduit, vendu à la découpe au privé, ne devienne qu'un Etat chargé d'organiser l'insécurité sociale pour préserver les intérêts des plus puissants, en organisant le repli sur soi des citoyens, la précarité comme perspective de vie. Contrairement à tous les discours du président, sa politique produit de l'insécurité à tous les étages. Le désordre qu'il produit est son moteur.

N. O. – *C'est ce que Paul Virilio appelle la mise en place d'un système d'individualisme de masse.*

W. Pelletier. – Absolument. Et cette révolution quasi invisible a un but très précis : la destruction assumée de tout le programme du Conseil national de la Résistance. Elle se fait par circulaires à la technicité opaque. C'est un modèle de civilisation qui est en train d'être détricoté lentement mais sûrement. La raison d'Etat, comme service universel du public, est en voie de disparition. La République française, en particulier sous la III^e République, s'est construite sur la victoire du mérite contre l'héritage. Or Nicolas Sarkozy tente de battre en brèche ce principe. Les citoyens le voient chaque jour, pas seulement à travers le scandale de la nomination avortée de son fils Jean à la tête de l'Epad, dans les Hauts-de-Seine, mais aussi à travers les connivences de ce régime avec les élites, dont l'affaire Woerth est la face émergée de l'iceberg.

N. O. — *A propos des élites, votre livre se penche aussi sur leur transformation radicale et sur leur rôle dans cette opération de démantèlement de l'Etat.*

W. Pelletier. — Les membres des cabinets ministériels sortent davantage des écoles de commerce et sont imprégnés d'une culture du chiffre plus que de celle de l'intérêt général. Généralement, ils cumulent l'ENA, Sciences-Po et HEC. Pour eux, le va-et-vient entre le privé et le public est logique, presque consubstantiel à leur cursus. Ils passent du CAC 40 à la fonction publique sans le moindre scrupule. Ils vivent leur passage dans un ministère comme un simple tremplin vers le monde de la finance. Les écoles de l'administration, ENA ou Sciences-Po, sont devenues elles-mêmes des « Business Schools ». Sous Pompidou, Giscard, Mitterrand ou Chirac, ces élites de l'administration publique avaient gardé une certaine distance vis-à-vis du monde de la finance, voire pour certains de la méfiance. Avec Sarkozy, ce verrou fragile a volé en éclats. Ces nouvelles élites rapaces ne comprennent pas qu'on puisse leur reprocher leur connivence avec le monde de la haute finance. C'est un peu ce que vit Eric Woerth qui symbolise ce monde-là. Tous les petits services rendus çà et là aux gens de son univers sont presque naturels. Il est tombé tout petit dans la potion magique de la connivence et ne voit pas où est le mal.

N. O. — *A vous lire, on découvre que la lutte des classes telle qu'elle était décrite dans les années 1960 n'est pas éteinte. Elle aurait simplement changé de forme*

W. Pelletier. — La chute du Mur n'était pas la fin du monde ni la fin de l'histoire. Aujourd'hui, il existe une classe dominante, très puissante, très organisée à travers ses clubs, ses fondations — ce que décrivent très bien les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot —, décomplexée idéologiquement grâce à Nicolas Sarkozy. Elle a un intérêt évident à ce que leur candidat poursuive cette politique d'affaiblissement de l'Etat. Cette classe très offensive est parvenue à faire sauter tous les repères sur lesquels fonctionnait le pays depuis cinquante ans. En face d'elle, aujourd'hui, il y a un groupe atomisé, une classe qui n'est plus une classe parce que la précarité, la peur provoquent une concurrence de tous contre tous pour l'accès à l'emploi. La classe ouvrière est devenue médiatiquement invisible. Mais rien n'est irréversible. La société française a une mémoire et des ressources pour réagir à cette offensive historique. La gauche a un chantier devant elle : refabriquer de l'Etat sur un nouveau modèle, plus démocratique, plus fluide, plus efficace, plus solidaire. Si la gauche l'emporte, elle devra organiser très vite des assises du service public. Une tâche difficile, certes, mais indispensable pour repenser l'intérêt général.

Propos recueillis par SERGE RAFFY